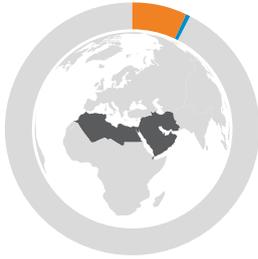
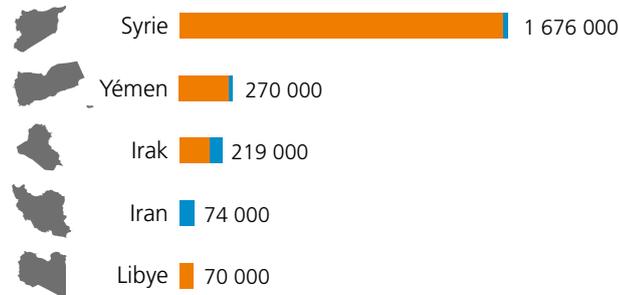


MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD



Conflits 2 137 000
Catastrophes 214 000
8,4 % du total mondial

LES CINQ PAYS AVEC LE PLUS DE NOUVEAUX DÉPLACEMENTS (conflits, violence et catastrophes)



Les conflits et la violence ont continué de provoquer des déplacements internes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Le nombre de nouveaux déplacements (plus de 2,1 millions) est en baisse de plus de 50 % par rapport à l'année précédente, mais à la fin de l'année, près de 11 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne dans la région, ce qui représente plus du quart du total mondial. La diminution des nouveaux déplacements résulte principalement de la perte d'intensité des conflits en Irak et en Syrie, les armées des deux pays consolidant leur emprise sur le territoire repris à des mains de l'État islamique d'Irak et du Levant (EIL) et à d'autres groupes armés. Les catastrophes ont provoqué plus de 200 000 nouveaux déplacements.

Malgré la diminution des conflits et des déplacements de population en **Syrie** en 2018, la huitième année de guerre civile dans le pays a de nouveau provoqué certains des plus grands mouvements de population au monde. Plus de 1,6 million de nouveaux déplacements ont été enregistrés, le nombre le plus élevé de la région pour la quatrième année consécutive. Les offensives gouvernementales visant à reprendre des zones des gouvernorats d'Idlib et de Daraa ainsi que la banlieue de Damas sont à l'origine de la majorité des nouveaux déplacements. La bataille de Daraa en a provoqué plus de 285 000, ce qui en fait l'événement le plus important de la guerre en termes de déplacements.

Des retours massifs ont également été enregistrés peu après chaque offensive, et ils devraient se poursuivre au cours des prochains mois. Il sera important de suivre de près ces mouvements pour mieux comprendre les conditions dans lesquelles les personnes retournent (cf. En détail - Syrie, p. 24). Les fortes pluies et les inon-

dations, particulièrement intenses en 2018, ont déplacé 27 000 personnes dans les gouvernorats d'Al Hasakeh, d'Idlib, d'Alep et d'Ar Raqqa, toutes étant des déplacées internes vivant déjà dans des conditions précaires dans des camps.

Le conflit au **Yémen** a connu une escalade de la violence au second semestre 2018 lorsque la coalition dirigée par l'Arabie saoudite a intensifié son offensive afin de prendre le contrôle du port Al-Hodeïda, alors entre les mains du mouvement houthi. Les habitants ont commencé à fuir la ville à titre préventif au début du mois de juin, lorsque les combats ont semblé imminents, ce qui a finalement entraîné des mouvements de masse. Au moins 64 000 nouveaux déplacements ont pu être vérifiés, mais plusieurs reportages de médias non validés ont fait état de centaines de milliers de déplacements et le chiffre réel est probablement beaucoup plus élevé. Les combats ont ensuite connu une accalmie temporaire, mais ils ont repris en octobre et novembre, posant de graves problèmes humanitaires.

Les parties au conflit se sont rencontrées à Stockholm en décembre et sont convenues de redéployer mutuellement leurs forces, d'échanger des prisonniers et de discuter de mesures de désescalade sur le front de Taëz.⁷⁴ Au début de 2019, de nombreux détails de l'accord restaient à régler et des échanges de tirs ont continué de menacer le fragile cessez-le-feu, mais celui-ci a permis d'éviter une crise humanitaire majeure.

Dans l'ensemble du pays, 252 000 nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence ont été enregistrés et, à la fin de l'année, au moins 2,3 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne. Ces chiffres

sont considérés comme des sous-estimations en raison de problèmes de collecte de données dus aux contraintes d'accès. Plus de 18 000 nouveaux déplacements liés à des catastrophes ont également été enregistrés, à la suite de cyclones qui ont frappé les gouvernorats du sud en mai et en octobre.

Environ 1,1 million de retours ont été enregistrés en Irak en 2018, soit plus que les nouveaux déplacements. Le nombre de nouveaux déplacements (150 000) était au plus bas depuis 2014, année du début de la guerre contre l'EIIL. Malgré la fin officielle du conflit le 9 décembre 2017 et le nombre élevé de retours, près de deux millions de personnes vivaient encore en situation de déplacement à la fin de 2018. Les conditions de vie de ces personnes sont généralement difficiles et bon nombre de celles qui vivent dans des camps doivent composer avec des abris et des services inadéquats, et peinent à satisfaire leurs besoins les plus élémentaires.⁷⁵

On ne sait pas si les personnes qui ont essayé de rentrer chez elles ont pu trouver des solutions durables. Près de 9 000 personnes pensées comme étant retournées ont effectivement pu rentrer chez elles, mais les informations disponibles sont insuffisantes pour déterminer la situation de la majeure partie de ces personnes. Parmi les obstacles potentiels aux solutions durables figurent

les procédures bureaucratiques, la dégradation des habitations et des infrastructures essentielles, le manque de moyens de subsistance et la présence de mines terrestres et de munitions non explosées.⁷⁶ Ces facteurs se sont combinés pour ralentir le rythme des retours, car les personnes déplacées choisissent de rester déplacées jusqu'à ce que la situation s'améliore dans leurs régions d'origine.

Les inondations et la sécheresse ont provoqué la majorité des 69 000 nouveaux déplacements liés aux catastrophes qui ont été enregistrés en Irak l'année dernière. Les inondations ont particulièrement touché le nord du pays, provoquant la mort de plus de 35 000 personnes dans les gouvernorats de Ninewa, Salah al Din, Dahuk et Kirkuk fin novembre et début décembre. Un nombre important de personnes déplacées ont de nouveau été déplacées des camps lorsque leurs tentes ont été détruites. La sécheresse a provoqué 20 000 nouveaux déplacements dans le sud du pays, les habitants fuyant leurs maisons à la recherche de moyens de subsistance, en particulier dans les gouvernorats de Thi Qar, Missan et Qadissiya.⁷⁷

La situation en Libye s'est considérablement détériorée en 2018, avec 70 000 nouveaux déplacements liés à des conflits et à la violence, soit plus du double du nombre de



Des enfants jouent dans le camp de déplacés informel d'Al Habbari à Sanaa, au Yémen. Crédit photo : NRC/Becky Bakr Abdulla, août 2018

l'année précédente. Un nouveau conflit dans les centres urbains de Tripoli, Derna et Sebha a entraîné la destruction d'infrastructures et la dégradation des services de première nécessité, ce qui a provoqué plus de 63 000 nouveaux déplacements. Des migrants et des réfugiés dont les centres de détention étaient pris entre deux feux ont également été touchés (cf. En détail -Libye, p. 26). Des combats et des déplacements ont également eu lieu dans les districts de Jufra et Murqub et dans les villes de Syrte et Sabratha, ainsi que dans de vastes étendues du sud du pays, où des groupes armés étrangers ont continué à établir des refuges et à alimenter l'insécurité.

Des offensives militaires en **Égypte** contre un affilié de l'EIL ont conduit à des expulsions et à la destruction généralisée d'habitations, de bâtiments commerciaux et de fermes dans le gouvernorat du Nord-Sinaï. Plus de 15 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés, mais ce chiffre est probablement sous-estimé étant donné que la zone est inaccessible et que le chiffre a été compilé à l'aide de l'imagerie satellitaire et de comptes rendus de témoins oculaires.⁷⁸

En 2018, un plus grand nombre de déplacements liés à des catastrophes soudaines ont été enregistrés dans la région par rapport aux années précédentes. **L'Iran**, qui est sujet à diverses catastrophes naturelles, a été le pays le plus touché. Les tempêtes de neige de janvier et de février ont provoqué 24 000 nouveaux déplacements et les inondations plus de 1 400 tout au long de l'année. En novembre, un séisme a frappé la province occidentale de Kermanshah, en particulier Sar Pol-e Zahab, provoquant près de 47 000 nouveaux déplacements.

Perspectives urbaines

Plus de 65 % de la population de la région vit dans des zones urbaines, les villes de la région ayant toujours été des plaques tournantes du commerce et du développement.⁷⁹ C'est aussi dans les villes et les villages qu'ont eu lieu la plupart des conflits et des déplacements de la région au cours des dernières années⁸⁰ (par exemple : Alep, Daraa, Idlib et Raqqa en Syrie, Aden, Al-Hodeïda et Taiz au Yémen, Benghazi et Tripoli en Libye et Mossoul en Irak).⁸¹ Certains des conflits sont en cours et, parmi ceux qui sont terminés ou se sont stabilisés, les problèmes de reconstruction et de relèvement ont empêché la mise en place de solutions durables.

Dans certains conflits, des quartiers entiers ont été assiégés, ce qui a emprisonné des civils chez eux ou dans leur

environnement immédiat. La Ghouta orientale en Syrie en est un exemple. Comptant un million d'habitants, elle a été assiégée pendant cinq ans. Des frappes aériennes et des tirs de mortier ont perturbé la fourniture des services de première nécessité et bloqué l'entrée de nourriture et d'aide humanitaire. Lorsque le siège a été levé en mars 2018, plus de 158 000 personnes ont été déplacées.⁸²

Dans des villes comme Alep, Mossoul et Taiz, des déplacements intra-urbains ont été observés, les habitants fuyant vers des quartiers plus sûrs à la recherche de sécurité et de services.⁸³ À Alep, Bagdad et Damas, les luttes de pouvoir ont influencé ces mouvements, les conflits et la violence servant à réorganiser et diviser les populations en groupes ethniques et religieux, dictant leurs destinations possibles et leur capacité ou incapacité à rentrer chez eux.⁸⁴

Le conflit urbain n'est pas un phénomène nouveau, mais il pose des problèmes particuliers aux personnes déplacées. Les munitions non explosées, les mines terrestres et les pièges constituent une menace importante pour la sécurité des personnes qui veulent regagner des zones auparavant densément peuplées.⁸⁵ La destruction des infrastructures et la perturbation des services essentiels ont des impacts directs, indirects et cumulatifs susceptibles de rendre inhabitables des quartiers entiers et des villes entières.⁸⁶ Une fois les combats terminés, la relève peut prendre des années, selon l'ampleur des dégâts. Plus d'un an après sa libération de l'EIL, la majeure partie de Raqqa est toujours en ruines et des munitions non explosées jonchent la ville.⁸⁷

La désescalade des conflits urbains prolongés est essentielle pour promouvoir la stabilité et le développement à long terme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La reconstruction est, elle aussi, essentielle pour consolider la paix et garantir la capacité des personnes touchées à retrouver une vie normale. Les retards risquent de déstabiliser des villes et des pays, et de favoriser ainsi l'émergence de nouveaux conflits et déplacements. Au-delà de l'aide humanitaire immédiate et indispensable, les problèmes engendrés par les conflits urbains et les déplacements de population ne seront surmontés que si le secteur du développement s'engage dans la mise en œuvre d'initiatives de relèvement à plus long terme. La revitalisation des économies locales est indispensable pour réduire la pauvreté, et une planification urbaine robuste est tout aussi importante pour soutenir la relève et réduire les facteurs d'insécurité et de conflit sous-jacents dans l'ensemble de la région.⁸⁸

Les fortes pluies et les inondations généralisées de décembre 2018 ont gravement touché les personnes déplacées vivant dans le camp d'Al-Areesha en Syrie. Crédit photo © HCR/ Hisham Arafat, décembre 2018



EN DÉTAIL

SYRIE

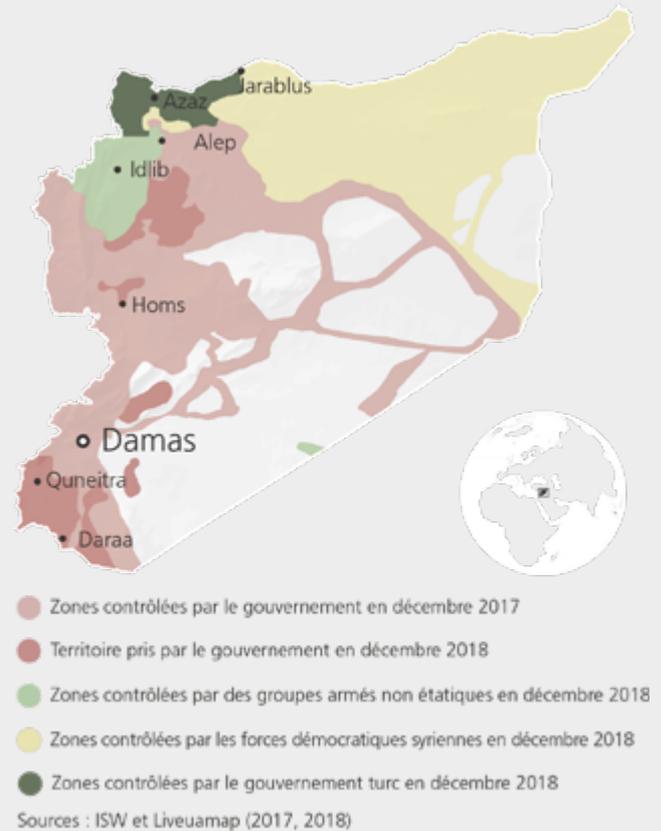
Une année décisive pour le conflit, mais pas pour les personnes déplacées

Le gouvernement syrien a repris le contrôle de vastes territoires en 2018, ce qui en fait une année décisive dans la guerre civile du pays. Des groupes armés non étatiques ont subi de lourdes pertes lorsque le gouvernement et les forces affiliées ont repris les gouvernorats de la Ghouta orientale, de Daraa et de Quneitra, la banlieue sud de Damas et la ville de Homs et ses environs. Seul le gouvernorat d'Idlib demeure entre les mains d'acteurs non étatiques.

Alors que le conflit touche à sa fin, des discussions sur la reconstruction et les retours après le conflit ont commencé. Le gouvernement a adopté une nouvelle loi en avril qui définit les zones de reconstruction dans toute la Syrie. La loi n° 10 donne également aux propriétaires fonciers de ces zones un an pour prouver leurs droits de propriété ou risquer de perdre leurs terres sans indemnisation.⁸⁹ Cette loi a été critiquée pour les obstacles importants au retour qu'elle pourrait créer (cf. En détail - Syrie, p. 96).⁹⁰

L'année a commencé avec l'avancée des forces gouvernementales vers les gouvernorats du nord de Hama et l'ouest d'Alep, dans les zones rurales du nord de Hama et les zones rurales occidentales d'Alep, déclenchant plus de 325 000 nouveaux déplacements en six semaines.⁹¹ Une offensive lancée en février pour reprendre l'enclave assiégée de la Ghouta orientale a duré sept semaines et a provoqué plus de 158 000 nouveaux déplacements entre le 9 mars et le 22 avril.⁹² Environ 66 000 personnes ont été déplacées vers des zones du nord-ouest de la Syrie, notamment à Idlib et à Alep, qui étaient encore sous le contrôle d'acteurs armés non étatiques. Ces zones ont accueilli un grand nombre de combattants déplacés et leurs familles au fil des ans à la suite de cessez-le-feu locaux.⁹³

De violents combats ont également éclaté dans les gouvernorats du sud de Daraa et de Quneitra en juin et juillet, aboutissant à un accord qui a rétabli le contrôle du gouvernement. L'offensive a mené au plus grand événement de la guerre en termes de déplacements.⁹⁴ La campagne d'un mois a provoqué au moins 285 000 nouveaux déplacements, la majorité sur une période de deux semaines seulement.⁹⁵



Un sort similaire semblait attendre le gouvernorat d'Idlib à la fin du mois d'août et au début du mois de septembre. Le renforcement des forces du gouvernement et des forces affiliées le long de la ligne de conflit dans les gouvernorats au nord de Hama et à l'ouest d'Alep, suivi d'une augmentation des bombardements aériens, a suscité un tollé international et des appels à la retenue. L'ONU, les ONG internationales et les gouvernements du monde entier ont averti qu'une nouvelle escalade entraînerait une catastrophe humanitaire.⁹⁶ La région compte 2,3 millions d'habitants, dont près de la moitié sont des personnes déplacées, qui n'auraient nulle part où fuir parce que la Turquie a fermé sa frontière.

Idlib représente le plus grand groupe de personnes déplacées dans le pays par rapport à la taille de sa population, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des camps, et les déplacements répétés dans le gouvernorat sont courants. Selon les déclarations des organisations d'aide sur le terrain, les familles ont été déplacées en moyenne trois ou quatre fois, et parfois jusqu'à une douzaine de fois.⁹⁷ Bon nombre d'entre elles auraient peut-être décidé de fuir à l'étranger si la Turquie n'avait pas fermé sa frontière. La prolifération des groupes armés a davantage déstabilisé la région, des affrontements occasionnels entre factions et la criminalité ayant perturbé la vie quotidienne et l'acheminement de l'aide humanitaire.

La Turquie et la Russie ont conclu un accord le 17 septembre pour créer une zone démilitarisée d'une largeur de 14 à 19 kilomètres le long de la ligne de

Dégâts, destruction et déplacements importants à Alep.
Crédit photo : UNHCR/Antwan Chnkdji, octobre 2018



contact et s'étendant jusqu'aux zones du nord-est de la région rurale de Lattaquié. La police militaire turque est en poste pour surveiller le respect de l'accord, qui prévoit notamment le retrait de toutes les armes lourdes. Si l'accord a évité une catastrophe humanitaire pour le moment, il n'en reste pas moins que les informations faisant état de violations par toutes les parties sont préoccupantes.⁹⁸ La stabilité initiale qu'il a instaurée doit être renforcée afin de mettre en place une solution plus durable qui protège véritablement les civils d'Idlib.

De nombreuses personnes déplacées qui ont fui leur foyer en 2018 sont depuis retournées dans leurs régions d'origine, notamment dans le sud. Environ 695 000 personnes ont été déclarées comme étant rentrées chez elles en 2018. Reste à savoir toutefois, étant donné l'ampleur des dégâts causés par les combats, l'insécurité persistante et le manque de services de première nécessité et de moyens de subsistance, combien de personnes rentrées ont trouvé des solutions durables. Des personnes déplacées, dont le nombre est inconnu, n'ont pas voulu retourner, préférant attendre de voir quelles seraient leurs conditions de vie dans leurs régions d'origine contrôlées par le gouvernement.⁹⁹

Les habitants du sud qui souhaitent rester chez eux, y compris les anciens combattants, ont reçu l'ordre de « régulariser » leur situation auprès du gouvernement, ce qui implique de se rendre dans un centre d'enregistrement local pour entamer une procédure de réconciliation et se faire amnistier. Reste à savoir ce que cela signifiera pour les nombreuses personnes qui vivaient auparavant dans des zones non contrôlées par le gouvernement,

mais selon certains rapports initiaux, des anciens combattants et d'autres jeunes hommes ont été arrêtés.¹⁰⁰

Des données empiriques laissent à penser que la sécurité s'est quelque peu améliorée dans ces régions. Cependant, des services de première nécessité font toujours défaut, en particulier dans les zones rurales de Daraa et de Quneitra, et les restrictions à l'accès humanitaire entravent la fourniture de l'aide. Le chômage constitue également un problème, en particulier pour les travailleurs peu qualifiés et ceux soupçonnés d'être des militants antigouvernementaux, d'anciens combattants ou d'anciens responsables de groupes armés non étatiques.¹⁰¹ De nombreux fonctionnaires qui ne sont pas directement affiliés à des groupes armés auraient repris leur travail.

Alors que le conflit touche apparemment à sa fin, d'importantes questions subsistent quant à la période qui suivra sa fin. On ne sait pas qui financera la reconstruction des grands centres urbains tels qu'Alep et Raqqqa afin que les personnes déplacées puissent y retourner en toute sécurité et dans la dignité.¹⁰² On ne sait pas non plus comment le nord-est de la Syrie et le gouvernorat d'Idlib seront administrés – une situation susceptible de raviver le conflit.

Dans un pays où près de la moitié de la population a été déplacée, la gestion du retour sûr et durable des réfugiés et des déplacés internes constituera un énorme défi. Des pressions devraient être exercées sur le gouvernement syrien pour qu'il règle la crise des déplacements avec des politiques englobantes conformes aux Principes directeurs afin que le pays ne s'embrase pas de nouveau.¹⁰³

LIBYE

Déplacements urbains provoqués par l'escalade des conflits et de l'insécurité



L'année 2017 avait laissé espérer une diminution des combats et des déplacements en Libye, mais les affrontements se sont intensifiés dans plusieurs régions du pays en 2018. Les combats se sont surtout déroulés dans les centres urbains de Tripoli, Derna et Sebha, provoquant 70 000 nouveaux déplacements. À la fin de l'année, environ 221 000 personnes vivaient en situation de déplacement dans le pays, dans des conditions très difficiles et sans possibilité de retour en raison de la destruction de leurs logements, de l'insécurité persistante et du manque de ressources.¹⁰⁴

À Tripoli, siège du gouvernement internationalement reconnu, la détérioration de la situation économique a alimenté de nouveaux conflits. Des milices venant d'autres villes ont attaqué les quartiers du sud de Tripoli à la fin du mois d'août et les affrontements violents se sont poursuivis jusqu'au début du mois d'octobre. Les combats ont été déclenchés par une offensive visant un meilleur contrôle des institutions économiques au motif qu'un petit nombre de milices rivales et de groupes d'intérêts de la capitale avaient un accès disproportionné à la richesse du pays.¹⁰⁵

En conséquence, près de 33 000 personnes ont été déplacées et de nombreuses autres ont été bloquées chez elles sans accès aux produits et services de première nécessité. Le Croissant-Rouge libyen a reçu plus de 2 000 appels de familles demandant à être évacuées, dont seulement 10 % ont obtenu satisfaction. L'utilisation d'armes lourdes a fortement endommagé des habitations, des routes, des infrastructures de télécommunications et de services publics, ainsi que des établissements de santé et d'éducation. La plupart des personnes déplacées ont été hébergées chez des parents ou des amis, mais environ 200 familles ont cherché refuge dans cinq écoles de Tripoli.¹⁰⁶

La Libye demeure le principal point de départ des personnes qui tentent de traverser la Méditerranée pour atteindre l'Europe et c'est aussi la destination finale des migrants économiques d'Afrique de l'Ouest. C'est pourquoi les combats ont également touché les conditions de vie d'environ 8 000 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile placés dans des centres de détention de la ville. L'accès humanitaire dans les zones touchées par le conflit

a été fortement limité, ce qui a privé d'eau et de nourriture des milliers de détenus pendant plusieurs jours.¹⁰⁷ Des centaines d'autres personnes ont été évacuées vers des endroits plus sûrs ou ont simplement été libérées et livrées à elles-mêmes pour se frayer leur propre chemin dans la zone de conflit vers la sécurité. D'autres ont été retirés des centres de détention par des milices, qui les ont ensuite forcées à prendre part aux hostilités.¹⁰⁸

La ville côtière de Derna est assiégée par l'armée nationale libyenne (ANL), liée aux autorités de l'est du pays, depuis juillet 2017. Elle était contrôlée par une coalition de combattants locaux et islamistes, connue sous le nom de Conseil de la Choura des moudjahidines de Derna, qui était la seule ville de l'est du pays à résister au contrôle de l'ANL.¹⁰⁹ Une nouvelle offensive visant à s'emparer de la ville a commencé en mai 2018 et de violents combats et bombardements se sont poursuivis en juin, provoquant près de 24 000 nouveaux déplacements. L'approvisionnement en électricité et en eau a été interrompu et la fourniture de services de première nécessité perturbée. Les marchés étaient à court de produits alimentaires, et il ne restait qu'un seul hôpital fonctionnant à capacité fortement réduite. Les points d'entrée de la ville ont été initialement fermés, empêchant ainsi la fourniture d'une aide vitale, mais les autorités ont ouvert un couloir humanitaire et ont commencé à permettre aux familles de quitter la ville à la fin du mois de mai.¹¹⁰

Dans la ville méridionale de Sebha, des conflits éclatent périodiquement entre les tribus Tebu et Awlad Suleiman sur le contrôle des grands axes de contrebande et de trafic illicite. Les combats de 2018 ont provoqué près de 7 000 nouveaux déplacements. Les personnes qui ont fui les quartiers sud et est de la ville ont été hébergées dans des écoles fermées en raison des vacances scolaires, puis ont été déplacées pour permettre aux écoles de rouvrir.¹¹¹ La liberté de circulation des civils a également été restreinte et de graves pénuries de produits et services de première nécessité ont été signalées.¹¹² Très peu de rapports ont mentionné la situation critique des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile, mais étant donné que Sebha a été désignée comme capitale mondiale de la traite des êtres humains l'année dernière, ils ont très probablement été touchés. Les évaluations effectuées

dans les districts de Sebha font état de la présence de réfugiés et de migrants dans chaque zone évaluée.¹¹³

La violence à Sebha a par ailleurs mis en évidence le manque de contrôle du gouvernement sur le sud de la Libye. Les frontières poreuses de la région aggravent l'insécurité en permettant aux groupes armés étrangers d'établir des refuges dans la région et facilitent la traite des personnes se dirigeant vers le Nord. La combinaison de l'anarchie croissante et de la détérioration des services de première nécessité signifie que les conditions de vie sont désastreuses pour de nombreux habitants du sud, y compris les personnes déplacées.¹¹⁴ Les personnes déplacées dans la région ont désespérément besoin d'abris adéquats, de nourriture et d'articles ménagers essentiels, mais du fait de l'insécurité qui règne dans cette région, l'accès humanitaire est au mieux sporadique.¹¹⁵

Le gouvernement internationalement reconnu de Tripoli a enclenché une première série de réformes économiques depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, mais les combats pour les ressources vont probablement demeurer un élément central de la crise du pays, en particulier dans les zones côtières et urbaines où l'activité économique est concentrée.¹¹⁶ Le gouvernement recon-

naît également qu'il est important d'améliorer la sécurité dans le sud du pays, mais l'immensité du territoire en fait un défi colossal et relativement peu prometteur de dividende politique.¹¹⁷

Il est à espérer que les élections présidentielles et législatives prévues pour 2019 sortiront la Libye de son impasse politique. Cela dit, des divisions subsistent entre les gouvernements rivaux à l'est et à l'ouest du pays, et les conférences de réconciliation nationale ont été retardées, laissant ainsi la porte ouverte à la poursuite des combats.¹¹⁸ Il faudra probablement attendre un certain temps avant que le pays soit sûr pour les Libyens et pour les migrants et les réfugiés qui continuent de traverser le pays.

Les membres de la minorité ethnique de Tawergha rassemblent leurs biens après la démolition de leurs habitations par une milice locale près de Tripoli. Crédit photo © HCR/Tarik Argaz, août 2018

